

LA JUSTICE REND SON VERDICT DANS L'AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM

Boukhari et Chani lourdement condamnés

Mis en délibéré depuis près d'une vingtaine de jours, le procès en appel de l'affaire Algérie Télécom a connu hier, son épilogue après une longue attente. Ainsi, les deux mis en cause, l'ex-conseiller du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication et l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois ont été condamnés à 15 années de prison ferme.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - Après quinze jours d'attente, la cour d'appel d'Alger a rendu son verdict dans l'affaire Algérie Télécom. Ainsi, si Chani Medjdoub et Mohamed Boukhari ont été chacun condamnés à 15 années de prison ferme, les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie ont vu la justice leur éviter la condamnation de «l'exclusion de conclure un quelconque contrat avec des sociétés publiques algériennes». En pre-

mière instance, le tribunal avait infligé aux deux sociétés une amende de 3 millions de dinars chacune, ainsi que leur exclusion des marchés publics pendant deux ans pour «corruption et trafic d'influence». Pour rappel, lors du procès en appel qui s'est tenu le 21 novembre dernier, l'accusation avait requis des peines plus lourdes qu'en première instance. En effet, le ministère public avait requis une peine de 20 ans de réclusion criminelle, assortie

d'une amende de 8 millions de dinars à l'encontre des deux principaux accusés, Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub, respectivement ex-cadre d'Algérie Télécom et homme d'affaires. Le procureur de la République avait aussi requis dix années de prison ferme assortie d'une amende de un million de dinars contre trois cadres des sociétés chinoises sus-citées. Messieurs Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa, actuellement en fuite, font l'objet d'un mandat d'arrêt international. Cela dit, le fait marquant reste incontestablement les graves accusations portées à l'encontre de la banque Nataxis. Cette dernière selon la défense, a joué un rôle trouble dans cette affaire. L'autre fait ayant marqué le procès en

appel porte sur les propos tenus par l'un des mis en cause dans cette affaire, lors de son passage à la barre. Mohamed Boukhari, qui avait reconnu devant le juge avoir effectivement perçu de l'argent dans le cadre de transactions commerciales conclues par Algérie Télécom avec les deux sociétés chinoises, ZTE Algérie et Huawei Algérie, avait déclaré : «J'étais à l'époque chargé de la communication et donc, je n'avais pas le pouvoir d'influer sur le processus d'attributions de marchés.» «Au début, j'avais refusé catégoriquement de percevoir de l'argent, puis j'ai fini par accepter, l'argent ne provenant pas des caisses d'Algérie Télécom ou de toute autre institution publique», a-t-il avoué. Il est à noter que lors

de l'instruction, il a été révélé que Mohamed Boukhari et Chani Majdoub avaient perçu des «pots-de-vin à l'étranger (Luxembourg), en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises». ZTE Algérie et Huawei Algérie avaient versé en contrepartie de ces transactions, des «commissions» au profit de deux sociétés de consulting appartenant à Boukhari et Chani dans des comptes offshore ouverts au Luxembourg. Des accusations que la défense a rejetées en bloc. D'ailleurs, cette même défense compte se pourvoir en cassation au niveau de la Cour suprême.

A. B.

1^{ER} CONGRÈS DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES ALGÉRIENS

«Accompagner n'est pas contrôler»

Une réforme pour suivre l'évolution comptable mondiale notamment IAS (International Accounting Standard) et IFRS (International Financial Report Standard).

Sous le thème : «l'expert-comptable partenaire de l'entreprise», se tient ces 11 et 12 décembre l'assemblée générale de l'Ordre national des experts-comptables algériens présidée par Akli Toudert. A défaut du ministre des Finances, Karim Djoudi, c'est son secrétaire général Boutab Miloud qui fera un bref discours dans lequel il donnera un aperçu sur la réforme comptable engagée par le ministère des Finances. Ces dernières portent sur la loi 07-11 portant système comptable financier et ses textes d'application ; la loi 10-11 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et comptable agréés. Cette réforme a été engagée pour suivre l'évolution comptable mondiale notamment IAS (International Accounting Standard) et IFRS (International Financial Report Standard) qui souligne l'importance de la réforme pour l'économie nationale. Les nombreux invités sont ainsi conviés à un programme copieux concocté pour la circonstance, en témoignent les thèmes interventions retenues et leurs communicants dont Mustapha Mékidèche également vice-président du Cnes (Réforme économique et gouvernance d'entreprise : un chantier inachevé) ou le journaliste-économiste Yacine Ould Moussa (La compétitivité de l'entreprise algérienne : enjeux et réalités) qui a charmé l'assistance par ses incartades philosophico-poétiques et ses métaphores.

Cette première matinée aura vu aussi — en marge de son assemblée générale — la tenue de son premier congrès de l'Ordre national des experts-comptables avec pour président Akli Toubert.

Très peu de participantes à cette rencontre ardue d'experts de la finance, à croire que c'est là uniquement un métier d'homme ! Quoi qu'il en soit, les communications ont porté essentiellement sur l'entreprise algérienne-PMI et PME, la disséquant (le mot n'est pas trop fort) dans ses plis et replis tant le problème de gestion se pose avec acuité car c'est là où le bât blesse pour toute l'économie nationale.

Dans les interventions ou les débats qui les ont suivies, une multitude de questions en rapport avec la réalité de l'entreprise quant à sa conduite et ses objectifs à long terme qui font défaut. Elles fonctionneraient à l'aveugle selon certains, verdict sans appel : «La majorité des entreprises n'ont pas de tableau de bord.» Il faudrait un système d'information qui mettrait en valeur l'entreprise à travers l'information sur ses ressources et possibilités. Un glissement imperceptible vers le noircissement du tableau de la réalité des entreprises privées ou publiques au demeurant que récuse Mékidèche. «Pessimisme de l'analyse mais optimisme dans l'action», dit-il voulant secouer ainsi les plus récalcitrants qui dénoncent un climat des affaires très peu stimulant. Chacun est allé de son ana-

lyse, son explication sur le marasme dans lequel l'entreprise algérienne se trouve. Mais les experts-comptables, sans doute très au fait du fonctionnement interne de ces entreprises, proposent plutôt de les accompagner vers un mieux-être en matière de gestion, car «le métier change radicalement», il n'est plus dans le rôle de contrôleur mais un partenaire impliqué dans la mondialisation. C'est dire qu'il y a fort à faire. Sofiane Benmagnia, expert-comptable, directeur des Entreprises des ciments de la Mitidja, met en garde contre l'inadéquation des systèmes d'information modernes comme internet et les capacités de l'entreprise d'optimiser son utilisation. «Bien souvent, dit-il, le net, c'est Facebook pour certains des travailleurs de ces entreprises». Pour lui, il faut un système d'information optimisé qui donne de la visibilité sur les performances de l'entreprise. Il met en garde contre l'exploitation des systèmes piratés achetés pour 100 DA chez le revendeur du coin. Aujourd'hui, on est

dans un environnement protégé, note-t-il, qu'en sera-t-il demain ? Mais alors quel mode de gouvernance pour les entreprises algériennes ? On ne sait pas trop de l'avis général ! Car, c'est introduire dans le débat la problématique du système économique en vigueur qui se revendique de l'économie de marché mais où les règles du libéralisme n'ont pas cours, où l'informel domine des pans entiers de l'économie, où les transactions (même les plus grosses) se font en espèces, où l'instabilité institutionnelle précarise les plus hardis entrepreneurs, où la Bourse d'Alger est toujours à l'état de veille, etc. C'est dire que le partenariat expert-comptable — entreprise s'il ne relève pas de l'utopie n'est pas moins aussi une exigence que les uns et les autres (les chefs d'entreprise) doivent de plus en plus intégrer dans leur stratégie de management. La nouvelle génération de chefs d'entreprise et d'experts financiers formés dans les grandes écoles feraient-ils bon ménage ?

Brahim Taouchichet

COLLISION DE DEUX AVIONS MILITAIRES À AÏN NEKROUF

Décès des deux pilotes

Hier aux environs de 8h30, les habitants d'Aïn Nekrouf ont été réveillés par l'écho d'une forte explosion qui a provoqué un gigantesque incendie dont les flammes étaient visibles à plus de 10 km du lieu de l'explosion. Il s'agissait d'une collision entre deux appareils militaires de l'armée de l'air au-dessus de cette localité, relevant de la daïra de Aïn-Talout, entre la wilaya de Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen. Les éléments de la Protection civile et une unité spéciale de recherche, appelée en renfort ont pu localiser le point de chute des deux avions ainsi que les corps des deux pilotes tués dans cet accident. Les recherches se poursuivent dans un périmètre fortement sécurisé. Aucune victime ni dégât n'est à signaler parmi la population.

M. Zenasni

52^e ANNIVERSAIRE DES MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE

M^e Benbraham déploire le manque de recherches

M^e Fatma-Zohra Benbraham interpelle le ministre des Moudjahidine sur le manque de recherches consacrées aux manifestations du 11 Décembre 1960. L'avocate plaide aussi pour le statut de chahid pour les enfants morts lors de ces manifs.

Selon M^e Benbraham, les manifs du 11 Décembre 1960 à Alger n'ont pas suscité le même intérêt que celui accordé aux autres dates de la guerre de Libération nationale. Pourtant, dit-elle, «cette date marque la rupture entre l'Algérie française et l'Algérie algérienne».

Déplorant le manque de recherches sur ces événements, l'avocate appelle le ministre des Moudjahidine à mener des recherches et des études «plus poussées» sur ces manifs, notamment le recensement des manifestants martyrs. Elle reconnaît, toutefois, le manque de documents de référence. «Seuls les articles de presse publiés durant cette époque sont disponibles. Les bulletins et rapports de l'armée coloniale demeurent inaccessibles car, classés dans les archives détenues par la France», précise-t-elle.

Intervenant, hier, au forum d'El Moudjahid, à l'occasion du 52^e anniversaire des manifestations du 11 Décembre 1960, M^e Benbraham a plaidé pour le statut de chahid pour les morts de ces manifs. Elle a également insisté sur la reconnaissance des torturés et blessés de ces événements comme des moudjahidine.

Par ailleurs, la conférencière a rappelé que ces manifs étaient un déferlement populaire spontané. «Les manifestations du 11 Décembre ont montré à la France coloniale que le peuple était en accord avec la politique du FLN (Front de libération nationale), de l'ALN (Armée de libération nationale) et du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et leur apportait son soutien», explique-t-elle.

Dans le même sens, la moudjahida M^{me} Amirat a affirmé que ces manifs n'ont pas été spontanées. «Elles ont été mûrement préparées et organisées», dira-t-elle.

«C'était au monde entier de voir que la révolution ne se limitait pas aux fellaga, aux maquis mais la volonté de tout le peuple. D'ailleurs, ces manifestations ont fait avancer la cause algérienne auprès de l'ONU», conclut-elle.

Rym Nasri